

Africom, hors de l'Afrique! **Entrevue avec Aziz Salmone Fall**

Jean-Claude Ravet and Catherine Caron

Number 770, January–February 2014

Un monde qui vacille

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70814ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ravet, J.-C. & Caron, C. (2014). Africom, hors de l'Afrique! Entrevue avec Aziz Salmone Fall. *Relations*, (770), 23–25.

Africom, hors de l'Afrique!

Entrevue avec Aziz Salmone Fall

En 2007, les États-Unis ont mis en place l'Africom, un commandement militaire qui a pour cible l'Afrique. Le politologue Aziz Salmone Fall, membre du Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (GRILA), jette un regard critique sur cette initiative.

Relations: Pouvez-vous nous expliquer la genèse de l'Africom et comment il s'insère dans la stratégie géopolitique américaine?

Aziz S. Fall: La politique militaire et stratégique du gouvernement de George W. Bush a ouvert, dès 2003, un nouveau champ d'action ciblant le continent africain. Après le Northcom (Amérique du Nord), l'Eurocom (Europe), le Centcom (Asie du Sud-Ouest), le Pacom (Pacifique) et le Southcom (Amérique centrale et du Sud), qui divisaient déjà régionalement la planète, le US Africa Command – ou Africom – s'est ajouté. Devenu opérationnel dès 2007, mais sans qu'aucun pays africain ne veuille l'accueillir, il a son quartier général à Stuttgart, en Allemagne. Il serait composé actuellement de 3600 militaires.

Pourquoi en Allemagne? Entre autres parce qu'elle exige depuis un certain temps le rapatriement d'une bonne partie de son or entreposé aux États-Unis – 674 tonnes –, lesquels sont réticents à le lui rendre. L'Allemagne ne veut donc pas compromettre ses négociations avec les États-Unis. Le GRILA prépare d'ailleurs en ce moment un documentaire sur ce sujet.

On peut lire dans la version française du site Web de l'Africom qu'il «protège et défend les intérêts de sécurité nationale des États-Unis en renforçant les capacités de défense des États africains et des organisations régionaux (sic), et conduit des opérations militaires quand ordonné de le faire (sic), dans le but de décourager et de mettre en échec les menaces transnationaux (sic) et assurer une ambiance (sic) de sécurité qui résultera (sic) une bonne gouvernance et un bon développement». C'est de la pure propagande. Derrière une image de relative discrétion et un vernis humanitaire se cache en fait ce qui constitue une grande menace pour l'Afrique.

Cette initiative s'inscrit davantage dans la volonté de puissance des États-Unis, qui souhaitent reprendre le leadership contesté du bloc occidental en Afrique. Plusieurs membres de puissants lobbies réunis autour de l'Institute of Advanced Strategic Studies et du Project for a New



© Alain Reno

American Century, mais aussi des *think tanks* comme l'organisation mondiale Bilderberg, prônent une gouvernance mondiale sous le signe de la «guerre contre la terreur», venant remplacer l'équilibre qui était celui de la guerre froide. Le remodelage géopolitique du monde et le redéploiement des alliances correspondent à une volonté délibérée d'assurer l'accumulation du capital par la mise en réserve ou la ponction des ressources par des oligopoles qui se trouvent sous la houlette des États-Unis principalement, mais aussi de l'Europe. L'Africom s'insère dans ce processus mené sous l'égide de l'OTAN et de l'OCDE.

C'est pourquoi, le 25 mai dernier, à l'occasion du cinquantième des «indépendances» africaines, le GRILA lançait une déclaration cosignée par 50 personnalités africaines et allemandes, intitulée *Africom go home, ni en Afrique ni en Allemagne*.

D'ailleurs, à cette occasion, j'ai pu constater comment les États-Unis transgressent allègrement le droit international sur le territoire national allemand. Alors que je tentais de distribuer la déclaration du GRILA à des officiers de la base de Stuttgart, je m'y suis fait arrêter par la police militaire américaine qui a confisqué mon passeport. Je me trouvais pourtant sur un trottoir sous juridiction allemande... Cette action de sensibilisation a abouti cependant à une petite victoire: comme les frappes et les

1. Voir <grila.org>.

assassinats ciblés faits au moyen des drones sous le commandement de l'Africom violent la Constitution allemande, nos alliés du parti Die Linke viennent de porter plainte contre le gouvernement Merkel, créant un embarras supplémentaire pour l'Africom.

Rel. : Vous avez dit que le quartier général de l'Africom est à Stuttgart. Mais y a-t-il des bases en Afrique?

A. S. F. : Il y a des effectifs et des services au Kenya, en Centrafrique, au Niger, au Soudan du Sud, au Sénégal, au Burkina Faso, au Liberia, en Éthiopie, en Ouganda, à Djibouti et des installations militaires dans plus d'une trentaine de pays. L'Afrique est progressivement insérée de force sous le parapluie de l'OTAN. Le Liberia fait du zèle pour accueillir une base de l'Africom, mais nous savons qu'il n'est plus le seul; nous ignorons cependant les raisons qui font que les États Unis n'ont pas retenu pour l'instant les offres de ces quelques régimes opportunistes.

Le continent est donc truffé de drones et d'installations militaires rendant au fond inutile la présence d'une mégabase. En 2002, cela a commencé par l'initiative pansaharienne antiterroriste avec quatre pays du Sahel. Trois ans plus tard, cinq pays s'y ajoutaient. En 2005, l'initiative antiterroriste de l'Afrique de l'Est englobait pour sa part six autres pays. Dans la même année, l'OTAN est venue assister l'Union africaine au Darfour. En 2007, elle jetait les bases de ce qui deviendra la Force africaine en attente, censée maintenir la paix continentale, et qui sera opérationnelle en

2015. Tout cela constitue un déni de la souveraineté continentale. L'OTAN et l'Africom n'ont en réalité pas besoin de plus que leur actuel officier de liaison militaire de haut rang agissant comme point de contact avec l'Union africaine. L'attitude de cette dernière est pour l'instant pitoyable. Cette mise sous tutelle des armées nationales africaines, ou ce qui en reste, la perspective de voir déménager en Afrique la base de l'Africom, la recrudescence des interventions militaires françaises ou autres, la base militaire du Japon à Djibouti, récemment créée, et celles du Canada au Sénégal et au Kenya à l'état de projet, tout cela hypothèque toute réelle intégration africaine.

Il s'agit d'isoler les puissances émergentes qui dérangent l'hégémonie de l'impérialisme et de coopter tous les pays derrière cette stratégie martiale qui criminalise le pacifisme et le discours internationaliste.

Rel. : Dans ce contexte de la « guerre contre le terrorisme », le djihadisme qui s'étend en Afrique serait-il un prétexte tout désiré pour justifier cette présence militaire?

A. S. F. : Certes, il y a une dynamique suspecte de pompiers-pyromanes à l'œuvre. Il ne faut pas perdre de vue que les origines des conflits que les puissances impérialistes disent vouloir enrayer découlent de l'échec du développement et de la pauvreté, des incidences de leurs propres politiques, de délinquances et trafics issus de conflits per-

L'Afrique, entre unité et alignement

AMZAT BOUKARI-YABARA

Dans la nouvelle géopolitique mondiale marquée par l'essor des pôles capitalistes ou énergétiques d'Asie, la reconfiguration du Grand Moyen-Orient, les turbulences économiques et diplomatiques entre les alliés occidentaux, sans oublier la solidarité progressiste sud-américaine, la thèse d'une nécessaire unité africaine paraît théoriquement irréfutable. Car à défaut de s'aligner sur ces grands ensembles, les États africains doivent s'unir politiquement pour défendre leurs intérêts et régler des problèmes d'ordre sécuritaire et économique insolubles si chacun reste isolé.

Par exemple, qui doit défendre l'Afrique? La situation est complexe depuis la guerre de l'OTAN en Libye, qui a consolidé l'implantation du commandement militaire américain de l'Africom et entraîné la déstabilisation du Mali par une nébuleuse de groupes armés liés notamment à Al-Qaïda, lesquels ont été repoussés par une coalition africaine dirigée par l'armée française. Une clarification des alliances entre les

pays subsahariens et nord-africains s'impose, ces derniers (sauf le Maroc) étant à la fois membres de l'Union africaine et de la Ligue arabe. Et la question de la capacité des Africains de construire une politique de défense collective et de diplomatie indépendante face à la « communauté internationale » reste entière.

Selon l'analyste Horace Campbell, l'ONU, entérinant la décolonisation de l'Afrique sous une forme balkanisée depuis la crise fondatrice de la République démocratique du Congo (RDC), en 1960, entretient une situation de gestion expérimentale du chaos assimilant la paix à l'absence de guerre, et la démocratie à la tenue d'élections. La confusion règne: les missions internationales dites de paix ou de stabilisation (RDC, Mali, Centrafrique) contrastent avec la menace ou l'usage répété de la force par les pays de l'OTAN intervenant dans les affaires intra-africaines. S'appuyant, par exemple, sur des justifications juridiquement controversées (le concept de responsabilité de protéger), cet usage de la force illustre en réalité l'obsolescence du Conseil de sécurité de l'ONU et à quel point la révision du monopole occidental exercé sur la démocratie et la justice en Afrique – à travers la Cour pénale internationale notamment – est nécessaire.

L'auteur est historien au Centre d'études africaines de l'École des hautes études en sciences sociales de Paris

durant, et de l'instrumentalisation du désordre au service d'intérêts économiques et géopolitiques. De plus, il y a aussi des « *Frankenstein* de l'impérialisme ». Ces groupes de nature terroriste ou d'aventuriers politiques, au départ instrumentalisés, déploient désormais leurs propres objectifs, ce qui entraîne une insécurité inhabituelle sur le continent, nuisant autant à « l'ordre du monde » qu'aux pays africains. Ce sont des épiphénomènes, mais ils justifient le militarisme de l'Africom. L'annexion des zones où il y a des troubles fait partie de la stratégie du tout sécuritaire.

La sophistication des armements, leur miniaturisation et leur prolifération restent cachées tandis que la violence « légitime » de la guerre s'impose, notamment sous le couvert des concepts de « responsabilité de protéger » et d'attaques dites préventives. Les assassinats ciblés de l'Africom, comme les interventions virtuellement téléguidées, cherchent à créer un état de fait et à faire accepter le consensus politique mondial qui existerait, soi-disant, en faveur de la guerre. Il s'agit d'isoler les puissances émergentes qui dérangent l'hégémonie de l'impérialisme et de coopter tous les pays derrière cette stratégie martiale qui criminalise le pacifisme et le discours internationaliste.

Rel. : Vous avez fait allusion aux intérêts occidentaux en Afrique que l'Africom aurait pour objectif de sauvegarder. La présence grandissante d'une puissance concurrente comme la Chine y est-elle pour quelque chose ?

A. S. F. : Cette initiative militaire vise certainement à contrer l'influence de plus en plus grande de la Chine sur le continent africain et à réaffirmer la prééminence des États-

Unis. L'Afrique demeure, hélas, toujours inféodée à l'impérialisme. La nébuleuse intégrée de firmes transnationales, principalement américaines, impose ses conditions économiques iniques aux pays africains et « légalise » le pillage des ressources minières au détriment des peuples africains.

Toutefois, l'émergence de formations sociales africaines plus dynamiques, l'appétit boulimique de la Chine et de l'Inde pour les ressources, l'arrivée en scène d'acteurs non moins importants comme le Brésil, le Qatar ou Israël, viennent perturber la situation.

L'échec du néolibéralisme et les conséquences de trois décennies de libéralisation et de démantèlement des espaces de souveraineté font surgir de nouvelles logiques de partenariat multipolaires. Ces logiques sont de type Sud/Sud et changent le terrain géopolitique, économique et culturel. Les dettes de pays sont épongées; on troque des matières premières contre des projets d'infrastructures ou des occasions d'affaires sans imposer de conditionnalités, cela alors que l'aide publique au développement de l'OCDE diminue et est maintenant inférieure aux transferts monétaires que les immigrants africains envoient depuis l'étranger. Cela inquiète les puissances économiquement essouffées, mais géopolitiquement prédominantes. Elles jouent donc la carte militariste pour maintenir leur prééminence. ●

**ENTREVUE RÉALISÉE PAR JEAN-CLAUDE RAVET
ET CATHERINE CARON**

Par ailleurs, dans des pays fragiles ou en reconstruction, l'impatience de la communauté internationale à financer et contrôler l'organisation d'élections présidentielles écarte la possibilité de relancer un véritable processus démocratique par des élections locales. Ce sont pourtant les seules permettant d'élire des élus proches du peuple et préservés du système de cooptation oligarchique et néocolonial. Le fait est que cette volonté de reconstruire l'Afrique depuis la base requiert un temps qui n'est pas celui du capitalisme prédateur.

En outre, alors que l'OTAN contrôle les couloirs transatlantiques avec des *supertankers*, le droit des forces navales étrangères à mener des opérations militaires (Atalanta, Ocean Shield) dans les eaux territoriales est-africaines a été entériné par l'ONU, sous prétexte de lutte contre la piraterie. Occidentaux, Indiens, Russes et, depuis décembre 2008, Chinois et Japonais déplacent ainsi leurs rivalités dans les eaux africaines de l'océan Indien, devenu le nouveau centre maritime du monde.

Depuis le précédent du Soudan du Sud, les germes économiques et politico-culturels de l'éclatement qu'on a vu dans plusieurs grands pays (Mali, Libye, Somalie, Nigeria, Tchad, Centrafrique, RDC) inquiètent, tant en lien avec le processus de naissance d'États qu'avec ceux de regroupe-

ment autour de pôles émergents. Certes, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté de développement d'Afrique australe et la Communauté est-africaine tempèrent les risques de repli sur des bases nationales en constituant des pôles de croissance régionaux. Mais ces pôles économiques néolibéraux se font concurrence au lieu de travailler leur complémentarité. À la jonction de ces trois ensembles, la RDC reste le centre géopolitique majeur où s'opposent des forces d'éclatement et de regroupement continental, ses richesses attirant la convoitise des grandes puissances et multinationales.

Sur le plan socio-économique, depuis la crise financière mondiale de 2008, les taux de croissance insolents affichés dans ces trois communautés d'intégration économique conduisent les institutions de Bretton Woods à annoncer avec emphase « l'émergence de l'Afrique ». S'accompagnant d'une poussée démographique dynamique, cette croissance se traduit certes mécaniquement par un essor des classes moyennes, mais aussi par un accroissement des inégalités. La capacité des sociétés africaines à sortir de ce système criogène de croissance sans développement sera déterminante pour l'avenir et afin de redonner une place à l'Afrique au centre de la géopolitique mondiale.